



**Centre National de la Recherche Scientifique
Délégation Rhône Auvergne**



Institut des Sciences Cognitives

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP N° 2025-04)

**Marché de prestations de nettoyage des locaux de l'Institut des sciences
cognitives (ISC) - CNRS UMR5229**

FORME DU MARCHÉ :

Marché ordinaire à prix forfaitaire

CODE C.P.V. :

90910000-9 - Services de nettoyage

CODE NACRES :

BB.11 - Services de nettoyage courant des locaux

SOMMAIRE

| | |
|------------------------------------------------------------------|----|
| ARTICLE 1 – PRESENTATION DES BATIMENTS | 3 |
| ARTICLE 2 - FINALITE DES PRESTATIONS | 3 |
| 2.1 Aspect..... | 3 |
| 2.2 Confort | 3 |
| 2.3 Hygiène | 3 |
| ARTICLE 3 – RESULTATS ATTENDUS | 4 |
| 3.1 Etat des lieux initial | 4 |
| 3.2 Résultats attendus | 4 |
| ARTICLE 4 – ORGANISATION DES PRESTATIONS | 4 |
| 4.1 Moyens matériels, produits et démarche environnementale..... | 4 |
| 4.1.1 Matériels | 4 |
| 4.1.2 Produits | 5 |
| 4.1.3 Démarche environnementale | 6 |
| 4.2 Moyens mis à disposition par l’ISC..... | 7 |
| 4.3 Moyens en personnel | 7 |
| 4.4 Dispositions en cas d'absence de personnel..... | 7 |
| 4.5 Comportement du personnel | 8 |
| 4.6 Cahier de liaison..... | 8 |
| 4.7 Cahier de présence | 9 |
| ARTICLE 5 – CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS..... | 9 |
| 5.1 Contrôle interne par le CTB | 9 |
| 5.2 Contrôle contradictoire..... | 9 |
| ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DE SECURITE..... | 10 |
| 6.1 Modalités d’accès au site..... | 10 |
| 6.2 Dispositions générales de sécurité | 11 |

ARTICLE 1 – PRESENTATION DES BATIMENTS

L'ISC est un laboratoire présentant une superficie totale de 3597.96 m², répartis sur trois étages, dont les espaces sont détaillés en annexe du présent document.

ARTICLE 2 - FINALITE DES PRESTATIONS

Les prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux seront exécutées en tenant compte de la nature et de la destination finale des locaux. La liste des locaux ainsi que leur surface est présentée en annexe.

La qualité des prestations devra être satisfaisante au regard des critères suivants :

2.1 Aspect

Le critère aspect prend en compte l'impression visuelle de netteté et de propreté qu'offre un local et ses équipements.

Les prestations devront évidemment être adaptées aux lieux et à la nature des matériaux.

2.2 Confort

Le critère de confort englobe un ensemble de facteurs qui déterminent une sensation de bien-être. Cette notion de confort sera appréciée au travers des facteurs de perceptions (olfactives, tactiles, auditives) et des facteurs de sécurité.

Les prestations devront supprimer ou éventuellement masquer, par l'utilisation de produits appropriés, les odeurs désagréables dues aux souillures de différentes natures. Elles ne devront pas être effectuées dans certains aménagements ou locaux à l'aide de produits dont les odeurs ne pourraient être tolérées.

Les prestations devront être effectuées de telle sorte que les surfaces traitées ne soient pas désagréables au toucher ou au contact.

Les prestations devront être conduites de manière à éviter tout bruit intempestif entraînant une perturbation de l'environnement.

En matière de sécurité, les techniques et produits utilisés pour l'entretien des sols devront être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour usagers.

2.3 Hygiène

La notion d'hygiène renvoie à un ensemble de pratiques et de principes relatifs à la conservation de la santé. L'hygiène repose sur l'assainissement aussi bien des surfaces que des atmosphères ambiantes.

Les prestations devront s'attacher à respecter les dispositions du Code du Travail, à réduire la pollution à un niveau non dangereux, à ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'emploi de méthodes ou de produits

nocifs.

A cet effet, il devra être tenu compte des risques particuliers que représentent les lieux tels que les locaux sanitaires et les locaux et équipements concernant les déchets.

L'exécution des prestations devra respecter en tout point les prescriptions en matière de prévention des risques professionnels, maladies professionnelles et des risques chimiques.

ARTICLE 3 – RESULTATS ATTENDUS

3.1 Etat des lieux initial

Un état des lieux sera mené de manière contradictoire entre l'ISC et le titulaire, au plus tard 15 jours avant le début d'exécution des prestations. Il a pour objet de constater avant le début des prestations l'état des surfaces objet du marché. Il se peut que certaines surfaces aient un état de non propreté à caractère irréversible (avec les moyens courants) et ne permettent pas de revenir à l'état de propreté initial.

Dans un délai maximum d'un mois à compter du commencement de l'exécution des prestations, le constat d'éventuels désordres fera l'objet de la rédaction un procès- verbal.

3.2 Résultats attendus

Le prestataire s'engage à une **obligation de résultat**. Il lui appartient de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et à disposition dans les conditions techniques actuelles, les fréquences et prestations à réaliser pour assurer le résultat de manière homogène et régulière durant la période d'exécution du présent marché.

ARTICLE 4 – ORGANISATION DES PRESTATIONS

4.1 Moyens matériels, produits et démarche environnementale

4.1.1 Matériels

L'intégralité des moyens matériels est à la charge des titulaires.

Les moyens matériels utilisés pour la réalisation des prestations sont listés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (ATTRI1 2025-04 annexe n°2 CRT). Cette liste sera obligatoirement complétée par l'édition des fiches « matériels » de chacun des équipements ainsi que des données de sécurité et des manuels utilisateurs. Ces fiches 'matériels' sont à fournir par le titulaire dans un délai de 15 jours suivant la date de notification du marché.

Le CNRS se réserve le droit de vérifier la concordance entre les matériels effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés dans les fiches 'matériels'.

Tout matériel défectueux devra être remplacé par le titulaire et à ses frais dans les meilleurs délais par un matériel identique ou à défaut par un matériel à caractéristiques équivalentes. Le titulaire ne pourra argumenter d'un retard de remplacement d'un matériel en panne pour justifier de la non-réalisation des prestations.

En cas d'emprunt d'un matériel au CNRS par le titulaire, celui-ci est responsable de sa correcte utilisation, la responsabilité du CNRS ne pouvant en aucun cas être engagée.

Parmi les matériels de nettoyage nécessaires, le titulaire veillera à équiper ses agents des équipements suivants :

- **Plumeau ou brosse à manche télescopique**
- **Aspirateur à eau**

Acheminement et stockage des matériels :

L'acheminement des matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations sera effectué selon des itinéraires et des horaires préalablement déterminés par le CNRS. Le titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de ces livraisons. La remise en état et/ou le remplacement des objets et matériaux qui en découleraient sont à la charge du titulaire.

Le titulaire garantit le renouvellement des consommables des matériels et s'assurera de leur bon état de marche ; il est responsable de la réception des livraisons et du stockage de ces consommables.

Le matériel dont l'usage est quotidien devra être en permanence sur le site.

4.1.2 Produits

Les produits que le titulaire utilisera pour la bonne réalisation des prestations sont listés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (AE 2025-04 – annexe 2 CRT).

De plus, dans les 15 jours suivant la date de notification du marché, chacun des produits que le titulaire envisage d'utiliser devra être listé au sein d'un registre, auquel seront jointes les fiches de données de sécurité (FDS). Ce registre doit être mis à disposition du pouvoir adjudicateur.

Pour tout nouveau produit, le titulaire prendra l'initiative de fournir à l'ISC avant sa mise sur site, la fiche produit correspondante. Au cours de l'exécution du marché, le titulaire mettra à jour le registre des produits.

Le CNRS ou son représentant se réserve le droit de vérifier la concordance entre les produits effectivement utilisés sur les sites et ceux référencés dans les fiches de produits.

Le Titulaire devra fournir en quantité suffisante des sacs plastiques de différentes contenances à disposer dans les différents conteneurs des sites (poubelles de bureaux, poubelles sanitaires, ...).

Le papier toilette sera installé sur son support mural par le Titulaire, de même que les savons et les essuies main en papier. Ces fournitures sont à la charge du titulaire, ainsi que la fourniture et la pose de tous les supports muraux. Le Titulaire devra pour ces derniers procéder au remplacement ou bien s'adapter à l'existant ou bien l'installer s'il n'y en a pas. En tout état de cause, le matériel devra être en bon état de fonctionnement.

La gestion et le stock desdits produits sont à la charge du Titulaire.

Dans la mesure où les produits existent, la préférence devra être donnée aux produits conformes aux recommandations en matière de protection de l'environnement et de développement durable.

Acheminement et stockage des produits :

L'acheminement des produits nécessaires à la bonne exécution des prestations sera effectué selon des itinéraires et des horaires préalablement déterminés par le représentant de l'ISC ou avec son accord.

Le Titulaire sera responsable de tout dommage engendré lors de ces livraisons. La remise en état et/ou le remplacement des objets et matériaux seront à sa charge.

Le stockage des produits sera effectué en fonction des disponibilités de chaque étage. Il sera limité aux quantités nécessaires et suffisantes pour la pleine réalisation des prestations pour une période d'un mois au maximum.

Dans le cadre de la réalisation des prestations de nettoyage, l'ensemble des matériaux collectés par les agents du Titulaire sera acheminé à l'issue de chaque vacation dans des lieux pré-identifiés de stockage.

La livraison des produits et consommables devra avoir lieu en présence du titulaire afin qu'il puisse réceptionner les commandes.

4.1.3 Démarche environnementale

De manière générale, les agents en charge des prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux seront à même de mettre en œuvre des méthodes respectueuses de l'environnement dont notamment le juste dosage des produits (anti gaspillage, qualité olfactive, ...) et la limitation des consommations d'eau et d'énergie. Ils éviteront tout éclairage superflu et limiteront l'éclairage d'un local au strict temps nécessaire à l'exécution de la prestation, l'éclairage de l'ensemble des locaux étant proscrit.

Le titulaire devra utiliser au sein de l'ISC des produits de nettoyage répondant aux exigences des écolabels, d'un référentiel équivalent ou avec des caractéristiques équivalentes.

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Produits conformes aux exigences des éco labels européens ou équivalents | <ul style="list-style-type: none">• Nettoyants universels et nettoyants pour sanitaires• Papier absorbant à usage domestique• Savons |
| Produits conformes aux exigences des écolabels NF environnement ou équivalents | <ul style="list-style-type: none">• Papier de nettoyage• Sacs poubelles• Sacs pour la collecte des déchets |

Le titulaire doit privilégier les doseurs automatiques présentant l'avantage de limiter le contact entre l'utilisateur et le produit.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en place d'un projet de développement durable, **le titulaire devra veiller à mettre en place un enlèvement différencié des déchets recyclables et des autres déchets**. A cet effet, l'ISC met à disposition deux containers distincts sur site pour le tri des déchets. Il est à noter que cette exigence de tri et d'enlèvement des déchets implique pour les prestataires de se déplacer jusqu'au local

poubelle, situé à l'extérieur du bâtiment.

Le titulaire doit utiliser des produits détergents-désinfectants pour le nettoyage des sanitaires. Même si les produits désinfectants ne font pas parties des gammes ecolabel ou équivalentes (du fait de la nature des produits et de leur mission), l'enjeu écologique est d'en limiter l'utilisation au juste nécessaire et consiste à bien définir sa méthodologie d'utilisation.

4.2 Moyens mis à disposition par l'ISC

L'ISC met à la disposition du personnel du Titulaire ses installations sanitaires. Un local spécifique est mis à la disposition à chaque étage (sauf le dernier) pour le rangement du matériel de nettoyage qui doit rester à demeure. Le Titulaire pourra s'il le souhaite y installer les armoires vestiaires de son personnel. Les locaux pourront être partagés avec un autre prestataire permanent du site.

Branchement électrique - Fourniture d'eau :

La fourniture d'énergie électrique et d'eau nécessaire à l'exécution exclusive des prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux sera assurée gratuitement par l'ISC. Le Titulaire devra néanmoins éviter tout éclairage superflu ; en particulier, il veillera à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans ce local, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

4.3 Moyens en personnel

Les effectifs nécessaires à l'exécution des prestations seront fixés par le Titulaire dans des conditions normales de travail pour atteindre son obligation de résultat.

La Convention Collective des Entreprises de Propreté étant précise et détaillée concernant la qualification des personnels, l'entreprise Titulaire détaillera ses divers choix pour la bonne réalisation des prestations.

Une distinction sera faite par le Titulaire en ce qui concerne les personnels œuvrant et les personnels d'encadrement qui ont un rôle exclusif de suivi et d'administration des personnels œuvrant.

Le Titulaire s'engage à respecter le plan des horaires des prestations préalablement défini par le responsable du marché, ou son représentant.

Pour des règles de sécurité inhérentes au fonctionnement du bâtiment, le titulaire prendra les dispositions nécessaires afin que le personnel ne maîtrisant pas la langue française puisse bénéficier de la présence d'un interprète ou d'une personne pouvant traduire.

Le titulaire doit désigner un **interlocuteur unique et dédié** pour le marché dont les nom, prénom et contact seront transmis au Chargé technique du bâtiment de l'ISC.

4.4 Dispositions en cas d'absence de personnel

Le Titulaire s'engage à remplacer dans les plus brefs délais les employés absents.

Il ne pourra pas justifier le défaut d'atteinte du résultat exigé du fait de ces absences. Il reste libre de l'organisation du remplacement qu'il mettra en place pour pallier cette carence en personnel, tout en respectant les règles de sécurité décrites dans le présent CCTP.

Durant les congés des agents en charge des prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux du Titulaire, les remplaçants devront être préalablement identifiés avant de pénétrer sur le site. L'ISC refusera l'accès aux installations à tout personnel ne figurant pas sur la liste établie.

Les personnels permanents ne pourront être absents simultanément. Un remplacement peut être réalisé par l'agent de remplacement régulier qualifié du site ou bien par un agent mis en doublon de prestation *a minima* deux jours en binôme.

Le programme d'intervention établi devra être suivi tout au long de l'année.

Point particulier :

Le Titulaire devra prévenir son correspondant de l'ISC de toute absence dans un délai de 24 heures. Il conviendra de définir les modalités de remplacement du personnel momentanément (congés, maladies, etc.) pour assurer la continuité du service.

Si les prestations sont relativement espacées dans le temps, il s'engage également à faire intervenir au plus tard dans les 48 heures (2 jours ouvrés) suivant l'absence, un agent pour effectuer les prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux qui n'auraient pas été réalisés.

4.5 Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers. En cas de manquement aux règles élémentaires de bienséance ou de non-respect des consignes de sécurité, le remplacement du ou des agents incriminés sera demandé par l'ISC sans que le Titulaire ne puisse élever la moindre contestation.

Le personnel du Titulaire sera tenu à l'obligation de stricte discrétion professionnelle et soumis aux règlements concernant la discipline intérieure applicable aux agents de l'ISC. Les agents du Titulaire devront avoir pris connaissance des consignes de sécurité affichées.

4.6 Cahier de liaison

Un cahier de liaison sera obligatoirement mis en place sur le site par le Titulaire lors de la première semaine d'exécution des prestations. Il est à disposition pour consigner les réflexions relatives à l'entretien des locaux conformément à leur description ainsi que les dysfonctionnements ponctuels ou correctifs à la prestation quotidienne.

Il servira également aux agents du Titulaire pour signaler les dysfonctionnements éventuels.

Il sera demandé dans le cahier de liaison et à proximité de ce dernier les éléments suivants :

- Le nom de la société titulaire du marché, le nom du responsable de secteur.

- Le calendrier de détail et de fréquence des prestations de nettoyage : tous les jours, le nombre de fois par semaine, le nombre de fois par mois, le nombre de fois par trimestre.
- Les fiches d'observations client/prestataire avec : la date, les remarques client et visa, les remarques du prestataire et visa

Il devra être consulté et visé quotidiennement par le titulaire.

Suite aux réclamations, les actions correctives effectuées par le titulaire doivent être indiquées dans le cahier de liaison.

4.7 Cahier de présence

Un carnet de traçabilité sera mis en place par le titulaire, sur format papier. Il sera à disposition des agents du titulaire à l'accueil et devra être rempli en précisant l'heure d'arrivée et de départ de chaque agent du titulaire et leurs noms et prénoms.

ARTICLE 5 – CONTROLE DE LA QUALITE DES PRESTATIONS

Les grilles de contrôle transmises par le titulaire du marché lors du premier mois de son exécution pourront être utilisées pour les contrôles interne et contradictoire.

5.1 Contrôle interne par le CTB

Le chargé technique du bâtiment peut à tout moment procéder à tout contrôle qu'il juge nécessaire en vue de vérifier la conformité des prestations et les modalités d'exécution avec les clauses du marché. Le titulaire ne sera pas nécessairement informé préalablement de la planification d'un contrôle.

Ces contrôles sont effectués de manière ponctuelle après l'exécution de la prestation et sur des zones choisies de manière aléatoire.

Les dysfonctionnements constatés lors de ces contrôles sont transcrits dans le cahier de liaison.

5.2 Contrôle contradictoire

Un contrôle contradictoire correspond à l'évaluation de la prestation sur une pièce toutes zones confondues. Le contrôle d'une prestation devra être représentatif de toutes les prestations similaires. Le résultat du contrôle d'un sanitaire sera considéré comme représentatif du niveau de propreté de tous les sanitaires (idem pour les espaces communs et les bureaux).

Les espaces contrôlés seront choisis de façon aléatoire par le CTB de l'ISC. Les contrôles pourront porter sur toutes les prestations, et être effectués sur la totalité de la plage horaire d'intervention des agents du prestataire.

Un contrôle contradictoire peut être organisé par le CTB de l'ISC et conduit conjointement avec le titulaire du marché. Ce contrôle sera programmé au minimum cinq (5) fois par an.

Les contrôles contradictoires s'effectueront sur rendez-vous préalable et feront l'objet d'un rapport sous forme d'une grille de contrôle (cf. Article 12.3 du CCAP 2025-04) qui, à l'issue du contrôle, devra être signée par le CTB de l'ISC et le titulaire.

Le CTB de l'ISC planifiera un rendez-vous avec le chef de site du prestataire au plus tard cinq jours ouvrés avant le jour du contrôle contradictoire. En l'absence du prestataire après prise de rendez-vous, les contrôles seront effectués par le CTB de l'ISC sans contestation possible des résultats des contrôles.

Une copie du résultat des contrôles sera transmise au prestataire par mail.

Un contrôle pourra être effectué dans des zones qui auront été déclarées non conformes lors d'un contrôle précédent pour vérifier la remise en conformité demandée.

Les actions correctives mises en place seront transmises au CTB de l'ISC par mail dès qu'elles auront été réalisées.

Les contrôles contradictoires peuvent donner lieu à des pénalités dans les conditions prévues à l'article 12.3 du CCAP.

ARTICLE 6 – DISPOSITIONS DE SECURITE

6.1 Modalités d'accès au site

L'ISC informera le Titulaire des conditions d'accès et de départ des locaux. Seuls les agents désignés par le Titulaire pour effectuer les prestations pourront accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes les accompagnants (enfants, etc.) est formellement interdite.

Le Titulaire du marché fournira à l'ISC la liste nominative de ses personnels œuvrant et l'informerá de tout changement. L'ISC refusera l'accès aux installations au personnel ne figurant pas sur la liste. **Les conditions particulières de sécurité liées au régime ZRR sont listées à l'article 8.2 du CCAP 2025-04.**

L'ISC dotera le Titulaire de badges nominatifs et individuels, de clés et/ou passes d'accès en quantités suffisantes permettant la libre circulation des agents dans les zones à entretenir.

Cette dotation fera l'objet de la rédaction d'un document en deux exemplaires, signé par les deux parties, prenant en compte précisément les types de moyens d'accès confiés et leur identification. Tout agent doté d'un moyen d'accès devra être identifié.

Il est de la responsabilité du Titulaire de signaler immédiatement la perte d'un quelconque moyen d'accès. Le remplacement des exemplaires manquants sera à la charge du Titulaire du marché.

Toute clé, pass ou badge identifié comme manquant pendant la réalisation ou au terme du marché, pourra amener l'ISC à facturer au Titulaire du marché, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

- Le remplacement du badge nominatif, après annulation du badge (forfait par badge perdu selon tarif en vigueur) ;
- Le remplacement de la ou des serrures correspondant à chaque clé perdue ;
- Le remplacement de toutes les serrures existantes dans le cas de la perte d'un pass ;
- Les coûts directs ou indirects relatifs à ces différents travaux sont supportés par le titulaire du

marché.

En ce qui concerne la sécurité, le Titulaire veillera tout particulièrement à ce que les zones restent fermées durant l'exécution des prestations (interdiction formelle de bloquer les accès en position ouverte), à contrôler après la sortie du dernier employé que les portes sont bien fermées, à veiller à ce que l'accès au site ne soit réservé qu'aux agents en charge des prestations de nettoyage, d'entretien et d'hygiène des locaux.

Le Titulaire informera le représentant de l'ISC de tout incident ou défaillance du système de sécurité.

Un point particulier est apporté à l'attention du Titulaire, l'ISC est doté d'un **système d'alarme que le personnel de propreté aura la responsabilité de déverrouiller en arrivant sur site**. Il est important de savoir que **tout déclenchement de l'alarme appelle un prestataire qui, s'il doit se déplacer pour une levée de doute, facture son déplacement**.

6.2 Dispositions générales de sécurité

Le titulaire s'engage à faire observer par ses agents les règles d'hygiène et de sécurité internes à l'ISC, en sus des règles et contraintes inhérente à leurs emplois. Il respectera scrupuleusement les points élémentaires de sécurité suivants :

- Fermer l'ensemble des fenêtres après chaque intervention ;
- Evacuer les cendres et mégots provenant des cendriers extérieurs ;
- Baliser, si besoin est, les zones humides et/ou glissantes lors de la réalisation des opérations.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit.

Le Titulaire devra fournir à son personnel tous les matériels de protection nécessaires à l'exécution des prestations. Il veillera notamment à fournir à son personnel des vêtements professionnels à son effigie en quantité suffisante. L'ISC se réserve le droit de refuser l'accès des locaux aux agents du Titulaire qui ne porteraient pas leurs protections.

L'ISC se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations ou qui serait non conforme du point de vue de la sécurité du travail.